



«L'emploi, l'emploi, l'emploi»

Les préoccupations de 1986, année de création de l'Association Jeunesse et Entreprises, sont-elles les mêmes aujourd'hui? Je suis allé récemment à une réception à l'Élysée où j'ai eu la chance de parler un moment avec le président de la République. Je lui ai dit que le sujet numéro un de la France, avant la sécurité, avant la liberté, c'est l'emploi des jeunes. Le pire des maux, c'est le chômage des jeunes. C'est une déchéance de civilisation. Trouver des emplois est l'obligation prioritaire de la France. Tous les perfectionnements, les modernismes et le numérique vont dans le même sens: supprimer des emplois. On va arriver un jour à un équilibre où on ne fournira que 50% d'emplois à une classe d'âge. C'est dramatique. C'est notre rôle sociétal de nous occuper de l'emploi des jeunes et c'est le but final de cette association. Qu'est-ce que vous feriez si vous étiez ministre de l'Économie pour favoriser l'emploi des jeunes? Je changerais la devise nationale – créée non pas en 1789 comme tout le monde le croit mais en 1848 – qui est: liberté, égalité, fraternité. Elle a superbement réussi, elle a été magnifiquement utilisée dans des tas de circonstances, et je la renie nullement au contraire. Mais, maintenant, on pourrait la changer et prendre une autre devise qui serait une obligation catégorique: l'emploi, l'emploi, l'emploi. Quelles mesures prendriez-vous en particulier? Tous les gouvernements s'occupent de l'emploi. Je ne vais pas dire qu'ils le négligent, mais ils ont tendance à le considérer comme un sous-produit de la croissance économique, laquelle croissance économique ne peut pas être «drivée» comme il le veut, par le gouvernement. Elle est aléatoire et insondable. Il y a donc une forme de résignation de tous les gouvernements qui est tout à fait inquiétante. On a quelques pays étrangers, qui ne nous aiment pas beaucoup, dont on entend dire: les Français préfèrent le chômage au sacrifice. C'est inexact, mais quand même partiellement exact. Si l'emploi était l'obligation totale, beaucoup de mesures annexes qui ne sont pas prises aujourd'hui, le seraient. Cela changerait énormément les choses. Et si vous étiez président du Medef (NLDR: présidée par son fils Pierre), que feriez-vous? Je ne ferais pas mieux que le président actuel qui est excellent! Quel regard portez-vous sur le conflit social actuel? Les syndicats ont été créés par la loi Waldeck-Rousseau à un moment où ils étaient absolument nécessaires. Les premiers syndicalistes ont été extraordinairement courageux pour défendre une classe ouvrière qui était analphabète et donc soumise ipso facto aux patrons qui, à l'époque, ne s'occupaient pas beaucoup de l'humain. C'est historiquement vrai. Au XXe, ça a changé. Les syndicats ont été financés publiquement, ils ont bénéficié d'une protection sociale, fiscale, judiciaire, ce qui est un peu curieux... Et il est arrivé ce qui devait arriver. Ils ont profité de ces prérogatives qui sont aujourd'hui totalement abusives ou dépassées.

Ce que personne ne semble avoir compris, c'est l'immense changement qui s'est passé dans nos entreprises. Les salariés sont aujourd'hui extraordinairement avertis, ouverts à l'économie, comprenant l'entreprise et ses finalités, capables de discuter très bien avec leurs patrons. Ma grande surprise personnelle, chaque fois que je vais dans une entreprise, c'est de voir le magasinier me trouver en me disant: dites-moi Monsieur Gattaz, pourquoi actuellement on vend un petit peu moins en Chine? Expliquez-moi. C'est vous dire le degré d'intérêt porté par les salariés aux performances économiques de leur entreprise. Donc aujourd'hui, ces relais qui représentaient des ouvriers analphabètes ne sont pas nécessaires pour le dialogue social. Le vrai dialogue social doit descendre au niveau de l'entreprise, il doit être direct, humain et personnalisé. Aujourd'hui, le gouvernement est très au fait de l'économie et des entreprises, on pourrait donc aussi se dispenser des syndicats patronaux... Oui pourquoi pas. D'ailleurs, je crois que la représentation patronale devra évoluer comme la représentation des salariés. Le rapport des jeunes à l'entreprise a-t-il changé? On dit de façon un peu pompeuse que c'est la fin du salariat. Je ne le crois pas. Mais il est certain qu'aujourd'hui, nous avons lancé dans ce pays l'esprit d'entreprise et le goût d'entreprendre. Mais ça a été long. J'ai écrit mon premier livre dans les années soixante-dix «Les Hommes en gris», qui a eu un succès en librairie, mais un succès social nul. La courbe des créations d'entreprise après mon livre n'a pas monté comme je l'espérais de façon présomptueuse et cela a duré encore trente ans. La France était le dernier pays en Europe en nombre de créations d'entreprise. À 200000 par an, tout le monde nous passait devant. Et il y a eu cette révolution des années 2000-2005, en partie liée à nos efforts avec l'APCE, puis en 2009 à la création des auto-entrepreneurs. Curieusement aujourd'hui, avec 350000 créations par an, nous sommes les premiers en Europe. Mais nous avons une deuxième révolution à faire, c'est de créer des entreprises de croissance. Nous créons des entreprises naines, qui restent naines. La créativité actuelle vous rend-elle optimiste? Dire que la France va devenir demain un modèle économique mondial est peut-être présomptueux. Mais il faudrait que l'on se libère des vieilles routines, il faudrait libérer les entreprises et l'esprit d'entreprendre. Cela veut dire supprimer les contraintes. Et ça, la France n'aime pas beaucoup. Elle est régaliennne et institutionnaliste. Elle aime bien créer des contraintes faites par des grands esprits qui connaissent mieux notre bonheur que nous-même. Il faut laisser à chaque Français, s'il en a l'initiative, son autonomie. Contrairement à ce que beaucoup de gens croient, nous n'avons jamais demandé d'aides financières. L'entreprise n'a pas besoin d'aide mais a besoin d'air. Recueilli par Julien Bouillé